République Française

Département du Nord

COMMUNE DE HOYMILLE

COMPTE-RENDU DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Date de la convocation : 23 mars 2017

Date d'affichage : 23 mars 2017

Nombre de membres en exercice : 23
Nombre de membres présents : 17
Nombre de suffrages exprimés : 22

Ont donné pouvoir :
Madeleine SLEDZ a donné pouvoir à Daniel THAMIRY
Olivier MEENS a donné pouvoir à Valérie ROBERT
Jean-Pierre SZELONG a donné pouvoir à Matthieu BECUWE
Nathalie SMAGGHE a donné pouvoir à Audrey WATELLIER
Stéphane DEVOS a donné pouvoir à Christine CAMUS

Absente excusée : Anne LECOEUICHE

Séance du 29 mars 2017

L'an deux mille dix-sept, le vingt-neuf mars à dix-neuf heures, le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni dans la salle de la mairie, au nombre prescrit par la loi, sous la présidence de Monsieur Daniel THAMIRY, Maire.

Présents : Patrick LESCORNEZ, Christine CAMUS, Patrick PIERRU, ABI AAD Carole, DEJONGHE Christian, Anne-Marie DEDRYVER, Adjoints, Stéphanie HAUDIQUET, Didier HAUSSIN, Jean-Pierre LEFEBVRE, Conseillers délégués, Valérie ROBERT, Catherine GEERAERT, David SCHORPION, Anne VIEREN, Franck FIGOUREUX, Audrey WATELLIER, Matthieu BECUWE, conseillers municipaux.

Madame Christine CAMUS est nommée secrétaire de séance.

Ordre du Jour

- Approbation du procès-verbal de la réunion du 9 février 2017
- Approbation du compte administratif 2016
- Approbation du compte de gestion 2016
- Affectation des résultats
- Subventions aux classes de découverte
- Subventions aux associations
- Vote des taux des taxes directes locales
- SIECF : cotisation communale au titre de 2017
- Vote du budget primitif 2017
- Réalisation d'un Dojo : demande de subvention au Conseil Départemental au titre des projets territoriaux structurants
- Adhésion à l'Agence d'Ingénierie Départementale du Nord
- Reprise de concessions au cimetière
- SIDEN-SIAN : nouvelles adhésions
- Dénomination d'une voie : lieux-dits maison blanche et maison rouge

- Location des salles : frais imputés sur la caution
- Contrat d'assurance statutaire : adhésion au groupement de commandes du centre de gestion
- Garantie d'emprunts : Maison Flamande
- Convention avec Orange pour le déploiement de la fibre
- Convention de mise à disposition d'une salle communale aux Restos du Cœur
- Questions diverses

Monsieur le Maire sollicite l'ajout d'une question à l'ordre du jour : Indemnités des élus en application du décret N°2017-85 du 26 janvier 2017

L'ajout de ce point à l'ordre du jour est accepté à l'unanimité.

Le procès-verbal de la réunion du 9 février 2017 a été adopté à l'unanimité.

N°03/01/2017

Approbation du Compte Administratif

Le Conseil Municipal, lors de la séance du 29 mars 2017 à 19h00, réuni sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre LEFEBVRE, délibérant sur le compte administratif de l'exercice 2016 dressé par Monsieur Daniel THAMIRY, Maire, après s'être fait présenter le budget primitif, et les décisions modificatives de l'exercice considéré :

- 1) Lui donne acte de la présentation faite du compte administratif, lequel peut se résumer ainsi :

RESULTAT DE L'EXECUTION DU BUDGET

FONCTIONNEMENT

	Dépenses ou déficit	Recettes ou excédent
Résultat reporté N-1(002)		525 938,87
Part affectée à l'investissement (1068)	525 938,87	
Opérations de l'exercice	1 699 483,22	2 186 468,03
Totaux	2 225 422,09	2 712 406,90
Résultat de clôture		486 984,81

INVESTISSEMENT

	Dépenses ou déficit	Recettes ou excédent
Résultat reporté N-1(001)		1 529 665,69
Opérations de l'exercice	2 046 608,30	918 505,72
Totaux	2 046 608,30	2 448 171,41
Résultat de clôture		401 563,11

BUDGET GLOBAL

	Dépenses ou déficit	Recettes ou excédent
Résultat reporté N-1		2 055 604,56
Part affectée à l'investissement (1068)	525 938,87	
Opérations de l'exercice	3 746 091,52	3 104 973,75
Totaux	4 272 030,39	5 160 578,31

Résultat de clôture		888 547,92
----------------------------	--	-------------------

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1

INVESTISSEMENT

	Dépenses	Recettes
	79 804,47	420 425,68
Résultat de clôture cumulé		1 229 169,13

- 2) Constate les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relative au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes.
- 3) Arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus ;

N° 03/02/2017

Approbation du Compte de Gestion

Le Conseil Municipal ⁽¹⁾:

Après s'être fait présenter les budgets primitifs et supplémentaires de l'exercice 2016 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'Actif, l'état du Passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer.

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2016,

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2015 celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.

Considérant que le compte est bien établi

1" Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} Janvier 2016 au 31 Décembre 2016, y compris celles relatives à la journée complémentaire ;

2" Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2016 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes ;

3" Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

- Déclare que le compte de gestion dressé, pour l'exercice 2016 par le Receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part ⁽³⁾ ;

N°03/03/2017

AFFECTATION DES RESULTATS

Après avoir pris connaissance du compte administratif de l'exercice 2016, constatant que celui-ci présente un excédent de fonctionnement après reprise des résultats antérieurs de 486 984,81 euros, et un excédent d'investissement de 401 563,11 euros,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide d'affecter :

- 486 984,81 euros en section d'investissement
- reporte 401 563,11 euros en section d'investissement

N°03/04/2017

PARTICIPATIONS AUX CLASSES DE DECOUVERTE

Monsieur le Maire informe le Conseil de la demande de subvention présentée par l'école élémentaire Maurice Schumann de Hoymille, pour 43 élèves, en participation aux frais occasionnés par l'organisation d'une classe de découverte. Il sollicite l'avis du conseil sur l'attribution de cette subvention aux élèves de l'école Maurice Schumann non résidents.

Le conseil émet un avis favorable à l'attribution de la subvention accordée habituellement, soit 150 euros pour chaque enfant Hoymillois, une seule fois durant sa scolarité, et dont le nom suit :

- BAYART Solène – 23 rue des Capucines
- BEGREM Lilian – 11 rue des Capucines
- BETHEGNIES Valentine – 3 rue du Fort Lapin
- BLONDEEL Manon – 27 rue de Bourgogne
- BONNAILLIE Anthony – 3 rue du Poitou
- BRIOIT Inès – 16 rue de Guyenne
- BROGNARD Jade – 43 rue de Bretagne
- BRYGO Arthur – 71 rue du Zyckelin
- BRYGO Maxime – 71 rue du Zyckelin
- CARPENTIER Juliette – 7 rue des Bleuets
- CROXO Gabriel – 59 square Vauban
- DA FREITAS Nathan – 15 rue de Gascogne
- DEBOES Sacha – 10 rue des Capucines
- DELVILLE Camille – 12-4 bis rue d'Alsace
- DESMARETZ Lucas – 12 allée des jardins
- DRAND Charles – 9 rue du Limousin
- DRAND Pierre – 9 rue du Limousin
- DULONDEL Maxime – 1 rue du Périgord
- DUTHOIT Esteban – 8 rue des Capucines
- GEERAERT Jules – 64 rue du Zyckelin
- HARRE Salomé – 1 RD 916A – Appt24
- LABAERE Lola – 3 rue des Hortensias
- LAHAYE Baptiste – 73bis route d'Hondschoote
- LANGLAIS-COLOT Emie – 3 rue des Jonquilles
- LEFEBVRE Krys – 23 rue de Bourgogne

- LEFEBVRE Zacharie – 7 rue du Berry
- LEPRETRE Valère – 6 rue des Jonquilles
- LOURE Kyllian – 15 rue des Pyrenées
- MASQUELIER Manon – 19 rue de Bretagne
- MEUNIER Céleste – 6 rue du Limousin
- MILLION Alyccia – 2 rue du Muguet
- PANNECKOUCKE Mathis
- POLLAERT Ewan – 3 rue de Savoie
- QUESNOIT Chloé – 17 rue des Capucines
- ROBAEY Candice – 35 rue d’Alsace
- SALADIN Justin – 45 route d’Hondschoote
- SCHMITT Gabriel – 12 rue du Limousin
- TIERSOONE Emma – 8 rue de la Sècherie
- VAILLENDET Sara – 13 route d’Hondschoote
- VAN-ENIS Alyssa – 58 square Vauban
- WALLYN Lise – 12 rue de Bretagne
- WATELLIER Loïc – 16bis rue des Capucines
- WILLEMETZ Typhaine – 45 rue de l’Eglise

Le Conseil, à 7 voix pour, et quinze voix contre :

- Refuse l’attribution de cette subvention aux élèves non Hoymillois

N°03/05/2017

ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS

Sur proposition de Monsieur le Maire, en application de l’article L 2322-7 du code général des collectivités territoriales, le conseil municipal décide de voter, au titre de l’année 2017, les subventions suivantes :

- Archers des Flandres :	750 €
- BA.PO.SOL :	2 000 €
- basket :	8 750 €
- Energy club :	500 €
- football:	8 800 €
- futsal :	900 €
- judo:	7 400 €
- judo :	600 €
- Ju Jutsu:	500 €
- tennis de table :	2 200 €
- tous en forme:	300 €
- yoga :	200 €
- anciens combattants :	700 €

- CHICC :	550 €
- CHICC :	400 €
- Club des aînés :	800 €
- Hoymille en fête :	2 000 €
- jardins familiaux :	750 €
- Les Rossignolets	700 €
- Les Rossignolets	1 000 €
- Les Tréteaux Hoymillois	200 €
- manu brico loisirs :	500 €
- marqueterie :	900 €
- peulemeuches :	1 000 €
- peulemeuches :	1 000 €
- philatélie :	400 €
- rando Hoy-mille pattes :	350 €
- rock'n retro :	400 €
- Au fil créatif :	500 €
- A.P.3.E.H. :	800 €
- A.P.E. maternelle Schuman :	500 €
- O.C.C.E Schuman :	6 450 €
- DDEN :	200 €
- USEP:	300 €
- divers associations :	9 160 €
- Amicale CCHF :	1 870 €
- enfance et vie :	250 €
- Flandre verdoyante :	220 €
- amicale don du sang :	200 €

N°03/06/2017

VOTE DES TAUX DES TAXES DIRECTES LOCALES

Monsieur le Maire communique au Conseil le produit fiscal attendu sur la base d'un vote à taux constant des taxes directes locales. Sollicite l'avis du Conseil sur l'application de taux identiques à 2016 pour l'année 2017.

Sollicite l'avis du Conseil sur le sujet.

Le Conseil, après en avoir délibéré,

- Accepte à l'unanimité le maintien des taux des 3 taxes directes locales comme suit :

- Taxe d'habitation : 18,12 %

- Taxe foncière (bâti) : 20,56 %
- Taxe foncière (non bâti) : 50,03 %

N°03/07/2017

SIECF : PARTICIPATION COMMUNALE

Vu l'arrêté préfectoral du 24 juin 1966 portant création du SIECF,
Vu l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2012 portant fusion du SIECF et des SER de Bourbourg, Bergues, Morbecque, Steenvoorde et Hondshoote,
Vu l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2015 portant modification au 1^{er} janvier 2016 des statuts du SIECF
Vu l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2015 portant exercice territorialisé des compétences du SIECF
Vu l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2015 portant adhésion au 1^{er} janvier 2016 des communes de Fleurbaix, Laventie, Lestrem et Saily sur la Lys au SIECF et extension du périmètre du syndicat,
Vu les statuts du SIECF,
Vu le code général des collectivités territoriales
Vu la délibération du comité syndical du SIECF en date du 22 février 2016,

Monsieur le Maire rappelle que la commune est membre du SIECF

Par délibération en date du 9 février 2017, le comité syndical du SIECF a décidé de fixer les cotisations communales au titre de l'année 2017, de telle manière :

- Electricité : 3.10 €/habitant
- Gaz : gratuit

La commune adhère à ces deux compétences. Les cotisations communales peuvent être prises en compte dans le budget communal ou fiscalisées par une imposition additionnelle sur les impôts locaux communaux. Ce choix doit être validé annuellement par les communes adhérentes.

Le conseil après en avoir délibéré,

- Décide de budgétiser la cotisation communale due au SIECF au titre de l'année 2017 et d'inscrire les crédits correspondants au budget primitif.
- Décide de maintenir ce choix de budgétisation pour les exercices suivants jusqu'à décision contraire

N°03/08/2017

BUDGET PRIMITIF 2017

Monsieur le Maire présente le détail des crédits proposés au budget primitif de l'exercice 2017.

Sollicite l'avis du Conseil sur le sujet.

Le Conseil, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

Vote le budget primitif tel que présenté qui s'équilibre à :

- 2 172 448,76 euros en section de fonctionnement
- 1 979 981,13 euros en section d'investissement

N°03/09/2017

DOJO : Réalisation et demande de subvention au titre des projets territoriaux structurants

Monsieur le Maire présente au conseil municipal l'étude de faisabilité réalisée par le cabinet d'études CESEA, dans le cadre du projet de Dojo. Cette étude fait apparaître une estimation du projet d'un montant de 1 379 897.17 € HT de travaux, tous corps d'état confondus (hors études). Il précise que cet équipement peut être subventionné au titre des projets territoriaux structurants, et que dans le cadre d'un projet de rayonnement intercommunal, il est susceptible d'être mis à la disposition des collèges avoisinants, dont les directeurs ont été consultés.

Sollicite l'avis du conseil sur la réalisation de l'opération et la demande de subvention.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré :

- Décide la réalisation du Dojo
- Décide l'inscription des crédits au budget 2017 : le projet sera intégralement autofinancé après déduction de la subvention départementale éventuelle.
- Autorise Monsieur le maire à déposer une demande de subvention auprès du Conseil Départemental au titre des projets territoriaux structurants

N°03/10/2017

ADHESION A L'AGENCE D'INGENIERIE DEPARTEMENTALE DU NORD

Vu l'article L. 5511-1 du code général des collectivités territoriales qui dispose que :
« Le département, des communes et des établissements publics intercommunaux peuvent créer entre eux un établissement public dénommé agence départementale. Cette agence est chargée d'apporter, aux collectivités territoriales et aux établissements publics intercommunaux du département qui le demandent, une assistance d'ordre technique, juridique ou financier. »,

Vu l'article L. 5111-1 du code général des collectivités territoriales qui dispose que : *« Les collectivités territoriales peuvent s'associer pour l'exercice de leurs compétences en créant des organismes publics de coopération dans les formes et conditions prévues par la législation en vigueur. Forment la catégorie des groupements de collectivités territoriales (...) les agences départementales... »*,

Vu la dissolution de l'association « Agence Technique Départementale du Nord au 31 décembre 2016,

Vu la création de l'Agence d'Ingénierie Départementale du Nord, le 1^{er} janvier 2017, sous la forme d'un établissement public administratif,

Vu les statuts de cette nouvelle Agence et notamment son article 6 qui dispose que :
« Toute commune ou tout établissement public intercommunal du département du

Nord peut devenir membre de l'agence, en adoptant par délibération, et sans réserve, les présents statuts »,

Considérant l'intérêt pour la commune d'une telle structure,

Après en avoir délibéré, décide :

- d'adhérer à l'Agence d'Ingénierie Départementale du Nord;
- d'approuver les statuts fixant les principes et les règles de fonctionnement de l'Agence ;
- d'approuver le versement de la cotisation dont le montant sera inscrit chaque année au budget de la commune ;
- de désigner Monsieur Daniel THAMIRY comme son représentant titulaire à l'Agence, et Monsieur Franck FIGOUREUX comme son représentant suppléant.

N°03/11/2017

REPRISE DE CONCESSIONS AU CIMETIERE

Monsieur le maire demande de se prononcer sur la reprise par la commune des concessions suivantes :

- Concession délivrée à Mme BOUCHKENOOGHE Simone,
- Concession n° 97 délivrée le 08/07/1953 à Monsieur et Madame WILLEMS-WOLLE Maurice,
- Concessions qui ont plus de trente ans d'existence et dont l'état d'abandon a été constaté à deux reprises, à trois ans d'intervalle, dans les conditions prévues par l'article L 2223-13 et suivants du Code général des collectivités territoriales, donnant aux communes la faculté de reprendre les concessions perpétuelles et centenaires en état d'abandon ;

Vu le Code général des Collectivités Territoriales, articles L 2223-17 et R 2223-12 à R 2223-21 ;

Considérant que la concession dont il s'agit a plus de trente ans d'existence et qu'elle est bien en état d'abandon, ledit état dûment constaté ;

Considérant que cette situation décèle une violation de l'engagement souscrit par les attributaires desdites concessions, en leur nom et au nom de leurs successeurs, de la maintenir en bon état d'entretien, et qu'elle est, en outre, nuisible au bon ordre et à la décence du cimetière,

Le conseil, après en avoir délibéré,

- Autorise Monsieur le Maire à reprendre au nom de la commune et à remettre en service pour de nouvelles inhumations les concessions sus-indiquées en état d'abandon.
- Monsieur le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

N°03/12/2017

ADHESIONS AU SIDEN-SIAN

Le Conseil Municipal,

Vu les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la Loi n° 88-13 du 5 Janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation,

Vu la Loi n° 92-125 du 6 Février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

Vu les dispositions de la Loi du 12 Juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale,

Vu la Loi n° 2002-276 du 27 Février 2002 sur la démocratie de proximité,

Vu la loi n° 2003-590 du 2 Juillet 2003 « urbanisme et habitat »,

Vu les dispositions de la Loi n° 2004-809 du 13 Août 2004 relative aux Libertés et responsabilités locales,

Vu la loi n° 2010-1563 du 16 Décembre 2010 modifiée de réforme des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 2012-281 du 29 Février 2012 visant à assouplir les règles relatives à la refonte de la carte intercommunale,

Vu la loi n° 2014-58 du 27 Janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM),

Vu la loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République dite « Loi Nôtre »,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 8 Avril 1971 portant création du Syndicat Intercommunal d'Assainissement du Nord (SIAN),

Vu les arrêtés successifs portant extension ou réduction du périmètre, modification des statuts du SIAN et notamment celui du 21 Novembre 2008 dotant le SIAN d'une compétence à la carte supplémentaire « *Eau Potable et Industrielle* » et d'un changement de dénomination, à savoir le SIDEN-SIAN,

Vu l'arrêté interdépartemental en date du 31 Décembre 2008 portant adhésion du SIDENFrance au SIDEN-SIAN avec transfert de la compétence Eau Potable, entraînant de fait sa dissolution, les membres du SIDENFrance devenant de plein droit membres du SIDEN-SIAN pour cette compétence,

Vu l'arrêté interdépartemental en date du 12 Mai 2014 portant modifications statutaires du SIDEN-SIAN dotant également le Syndicat d'une compétence à la carte supplémentaire « Défense Extérieure Contre l'Incendie »,

Vu la délibération en date du 8 juin 2016 du Conseil Municipal de la commune d'ELINCOURT sollicitant son adhésion au SIDEN-SIAN avec transfert des compétences « Eau Potable » (*Production par captages ou pompages, protection des points de prélèvement, traitement, transport et stockage d'eau destinée à la consommation humaine et Distribution d'eau destinée à la consommation humaine*) et « Défense Extérieure Contre l'Incendie »,

Vu la délibération n° 31/3a adoptée par le Comité du SIDEN-SIAN lors de sa réunion du 10 Novembre 2016 par laquelle le Syndicat accepte l'adhésion au SIDEN-SIAN de la commune d'ELINCOURT avec transfert des compétences « Eau Potable » (*Production par captages ou pompages, protection des points de prélèvement, traitement, transport et stockage d'eau destinée à la consommation humaine et Distribution d'eau destinée à la consommation humaine*) et « Défense Extérieure Contre l'Incendie »,

Vu la délibération en date du 10 Septembre 2016 du Conseil Municipal de la commune d'EVERGNICOURT sollicitant son adhésion au SIDEN-SIAN avec transfert des compétences « Eau Potable » (*Production par captages ou pompages, protection des points de prélèvement, traitement, transport et stockage d'eau destinée à la*

consommation humaine et Distribution d'eau destinée à la consommation humaine) et « Assainissement Collectif»,

Vu la délibération n° 32/3b adoptée par le Comité du SIDEN-SIAN lors de sa réunion du 10 Novembre 2016 par laquelle le Syndicat accepte l'adhésion au SIDEN-SIAN de la commune d'EVERGNICOURT avec transfert des compétences « Eau Potable » (*Production par captages ou pompages, protection des points de prélèvement, traitement, transport et stockage d'eau destinée à la consommation humaine et Distribution d'eau destinée à la consommation humaine*) et « Assainissement Collectif »),

Vu la délibération en date du 10 Novembre 2016 du Conseil Municipal de la commune de BLECOURT sollicitant son adhésion au SIDEN-SIAN avec transfert des compétences « Eau Potable » (*Production par captages ou pompages, protection des points de prélèvement, traitement, transport et stockage d'eau destinée à la consommation humaine et Distribution d'eau destinée à la consommation humaine*) et « Défense Extérieure Contre l'Incendie »,

Vu la délibération n° 52/11d adoptée par le Comité du SIDEN-SIAN lors de sa réunion du 16 Décembre 2016 par laquelle le Syndicat accepte l'adhésion au SIDEN-SIAN de la commune de BLECOURT avec transfert des compétences « Eau Potable » (*Production par captages ou pompages, protection des points de prélèvement, traitement, transport et stockage d'eau destinée à la consommation humaine et Distribution d'eau destinée à la consommation humaine*) et « Défense Extérieure Contre l'Incendie »,

Vu les délibérations n° 50/11b et 51/11c adoptées par le Comité du SIDEN-SIAN lors de sa réunion du 16 Décembre 2016 par lesquelles le Syndicat sollicite l'adhésion au SIDEN-SIAN des communes de FREMICOURT et HAYNECOURT avec transfert des compétences « Eau Potable » (*Production par captages ou pompages, protection des points de prélèvement, traitement, transport et stockage d'eau destinée à la consommation humaine et Distribution d'eau destinée à la consommation humaine*) et « Défense Extérieure Contre l'Incendie »,

Vu les délibérations n° 49/11a et 53/11e adoptées par le Comité du SIDEN-SIAN lors de sa réunion du 16 Décembre 2016 par lesquelles le Syndicat sollicite l'adhésion au SIDEN-SIAN de la commune de NEUFCHATEL SUR AISNE et du Syndicat des Eaux de la Région de POUILLY SUR SERRE avec transfert de la compétence « Eau Potable » (*Production par captages ou pompages, protection des points de prélèvement, traitement, transport et stockage d'eau destinée à la consommation humaine et Distribution d'eau destinée à la consommation humaine*),

Vu la délibération n° 4/4 adoptée par le Comité du SIDEN-SIAN lors de sa réunion du 31 Janvier 2017 par laquelle le Syndicat sollicite l'adhésion au SIDEN-SIAN du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable du Val d'Artois avec transfert de la compétence « Eau Potable » (*Production par captages ou pompages, protection des points de prélèvement, traitement, transport et stockage d'eau destinée à la consommation humaine et Distribution d'eau destinée à la consommation humaine*),

Vu la délibération n° 6/6 adoptée par le Comité du SIDEN-SIAN lors de sa réunion du 31 Janvier 2017 par laquelle le Syndicat propose l'adhésion au SIDEN-SIAN de la Ville d'HAZEBROUCK avec transfert des compétences « Eau Potable » (*Production par captages ou pompages, protection des points de prélèvement, traitement, transport et stockage d'eau destinée à la consommation humaine et Distribution d'eau destinée à la consommation humaine*), « Assainissement Collectif », « Assainissement Non Collectif » et « Gestion des Eaux Pluviales Urbaines »),

Considérant que le Conseil Municipal estime qu'il est de l'intérêt de la commune d'approuver ces nouvelles adhésions au SIDEN-SIAN,

Article L Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, accepte à l'unanimité :

➤ L'Adhésion au SIDEN-SIAN de la commune d'ELINCOURT (Nord) avec transfert des compétences « Eau Potable » (Production *par captages ou pompages, protection des points de prélèvement, traitement, transport et stockage d'eau destinée à la consommation humaine* et Distribution *d'eau destinée à la consommation humaine*) et « Défense Extérieure Contre l'Incendie »,

➤ L'adhésion au SIDEN-SIAN de la commune d'EVERGNICOURT (Aisne) avec transfert des compétences « Eau Potable » (Production *par captages ou pompages, protection des points de prélèvement, traitement, transport et stockage d'eau destinée à la consommation humaine* et Distribution *d'eau destinée à la consommation humaine*) et « Assainissement Collectif »,

➤ L'adhésion au SIDEN-SIAN de la commune de BLECOURT (Nord) avec transfert des compétences « Eau Potable » (Production *par captages ou pompages, protection des points de prélèvement, traitement, transport et stockage d'eau destinée à la consommation humaine* et Distribution *d'eau destinée à la consommation humaine*) et « Défense Extérieure Contre l'Incendie »,

➤ La proposition d'adhésion au SIDEN-SIAN de la communes d'HAYNECOURT (Nord) et de FREMICOURT (Pas-de-Calais) avec transfert des compétences « Eau Potable » (Production *par captages ou pompages, protection des points de prélèvement, traitement, transport et stockage d'eau destinée à la consommation humaine* et Distribution *d'eau destinée à la consommation humaine*) et « Défense Extérieure Contre l'Incendie »,

➤ La proposition d'adhésion au SIDEN-SIAN de la commune de NEUFCHATEL SUR AISNE (Aisne), du Syndicat des Eaux de la Région de POUILLY SUR SERRE (Aisne) et du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable du Val d'Artois (Pas-de-Calais) avec transfert de la compétence « Eau Potable » (Production *par captages ou pompages, protection des points de prélèvement, traitement, transport et stockage d'eau destinée à la consommation humaine* et Distribution *d'eau destinée à la consommation humaine*),

➤ La proposition d'adhésion au SIDEN-SIAN de la Ville d'HAZEBROUCK (Nord) avec transfert des compétences « Eau Potable » (Production *par captages ou pompages, protection des points de prélèvement, traitement, transport et stockage d'eau destinée à la consommation humaine* et Distribution *d'eau destinée à la consommation humaine*), « Assainissement Collectif », « Assainissement Non Collectif » et « Gestion des Eaux Pluviales Urbaines »,

Le Conseil Municipal souhaite que les modalités de ces nouvelles adhésions au SIDEN-SIAN soient telles que prévues dans les délibérations n° 31/3a et 32/3b adoptées par le Comité du SIDEN-SIAN du 10 Novembre 2016, dans les délibérations n° 49/11a, 50/11b, 51/11c, 52/11d et 53/11e adoptées par le Comité du SIDEN-SIAN du 16 Décembre 2016 et dans les délibérations n° 4/4 et 6/6 adoptées par le Comité du SIDEN-SIAN du 31 janvier 2017.

➤ Monsieur le Maire est chargé d'exécuter la présente délibération en tant que de besoin.

- La présente délibération sera notifiée au représentant de l'Etat, chargé du contrôle de légalité et à Monsieur le Président du SIDEN-SIAN.
- La présente délibération, qui sera transmise au représentant de l'Etat, peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa notification d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Lille ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre.
- Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

N°03/13/2017

DENOMINATION D'UNE VOIE : MAISON BLANCHE

Suite à la confusion de la route de la Maison Blanche et du lieu-dit « Maison Blanche », et la numérotation en doublon pour certaines habitations, Monsieur le Maire propose au Conseil de ne pas changer la dénomination de la voie « Maison Blanche » et d'effectuer seulement un changement de numérotation pour ce lieu-dit. Par contre, entre le CD3 et la limite communale avec Teteghem sur la RD4, il apparaît nécessaire d'attribuer un nom à la voie. Aussi, il propose de dénommer cette portion « Benkies Mille ».

Sollicite l'avis du Conseil sur le sujet.

Le Conseil, après en avoir délibéré,
- Accepte la modification présentée.

N°03/14/2017

LOCATION DE L'ESPACE SAINT GERARD : FRAIS IMPUTABLES SUR LA CAUTION

Monsieur le Maire rappelle au Conseil les termes des délibérations du 5 septembre et du 14 décembre 2016, relatives aux tarifs et conditions de location des différentes salles municipales. Propose de définir le montant des frais facturés aux locataires de l'Espace Saint Gérard en cas de casse, détérioration, salissure constatés lors de l'état des lieux, et sur la base de la fiche d'inventaire. Il en communique le détail.

Le Conseil, après en avoir délibéré,

- Décide d'imputer sur la caution les montants indiqués sur la fiche annexée à la présente délibération, en cas de détériorations ou pièces manquantes, ou défaut de nettoyage à l'occasion des locations de l'Espace Saint Gérard. Pour le cas où la caution serait insuffisante, le surplus fera l'objet d'un titre de recette à l'encontre de l'intéressé.

N°03/15/2017

CONTRAT GROUPE D'ASSURANCE STATUTAIRE AVEC LE CENTRE DE GESTION DU NORD

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu la délibération du conseil d'administration du CDG 59 en date du 10 novembre 2015 approuvant le lancement d'un contrat groupe d'assurance statutaire,

Aux termes de l'article 26 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, les Centres de gestion peuvent souscrire, pour le compte des collectivités de leur ressort qui le demandent, des contrats d'assurance les garantissant contre les risques financiers statutaires qu'elles supportent en raison de l'absentéisme de leurs agents.

Il est proposé aux membres du Conseil municipal de donner mandat au CDG 59 pour le lancement d'une procédure de mise en concurrence visant à conclure un contrat groupe d'assurance statutaire.

Le Conseil, après en avoir délibéré,

- Approuve la proposition précitée
- Charge Monsieur le Maire d'appliquer la présente décision.

N°03/16/2017

GARANTIE D'EMPRUNTS : MAISON FLAMANDE

Monsieur le Maire soumet au conseil la demande de garantie d'emprunts présentée par la SA d'HLM « La Maison Flamande » en vue d'obtenir la garantie de quatre emprunts à hauteur de 50% pour le remboursement d'un montant total de

1 258 700 €, soit 629 350 €

destinés à financer douze logements individuels locatifs situés dans le lotissement « Les Colchiques II » :

La garantie est sollicitée dans les conditions fixées ci-dessous :

Prêt n°1 :

- Type : PLUS FONCIER
- Montant : 325 400 €
- Durée totale : 50 ans
- Périodicité des échéances : annuelles
- Index : Livret A
- Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux du livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,60%

Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A

- Profil d'amortissement : amortissement déduit avec intérêts différés
- Modalité de révision : double révisabilité DR
- Taux de progressivité des échéances : de -3% à 0.50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du contrat de prêt en cas de variation du taux du livret A)

Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A

Prêt n°2 :

- Type : PLUS
 - Montant : 534 600 €
 - Durée totale : 40 ans
 - Périodicité des échéances : annuelles
 - Index : Livret A
 - Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux du livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,60%
- Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A
- Profil d'amortissement : amortissement déduit avec intérêts différés
 - Modalité de révision : double révisabilité DR
 - Taux de progressivité des échéances : de -3% à 0.50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du contrat de prêt en cas de variation du taux du livret A)
- Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A

Prêt n°3 :

- Type : PLAI FONCIER
 - Montant : 109 300 €
 - Durée totale : 50 ans
 - Périodicité des échéances : annuelles
 - Index : Livret A
 - Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux du livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de prêt - 0,20%
- Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A
- Profil d'amortissement : amortissement déduit avec intérêts différés
 - Modalité de révision : double révisabilité DR
 - Taux de progressivité des échéances : de -3% à 0.50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du contrat de prêt en cas de variation du taux du livret A)
- Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A

Prêt n°4 :

- Type : PLAI
 - Montant : 289 400 €
 - Durée totale : 40 ans
 - Périodicité des échéances : annuelles
 - Index : Livret A
 - Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux du livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,20%
- Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A
- Profil d'amortissement : amortissement déduit avec intérêts différés
 - Modalité de révision : double révisabilité DR

- Taux de progressivité des échéances : de -3% à 0.50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du contrat de prêt en cas de variation du taux du livret A)

Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A

Vu les articles L 2252-1 et L 2252-2 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 2298 du code civil,

Le Conseil, après en avoir délibéré,

- Accorde sa garantie à hauteur de 50 % pour le remboursement des prêts précités d'un montant total de 1 258 700 €, soit 629 350 € souscrits par « La Maison Flamande » auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

- La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale des contrats de prêts et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par « La Maison Flamande » dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la « Maison Flamande » pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

- S'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

- Autorise Monsieur le Maire à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'Emprunteur.

N°03/17/2017

CONVENTION AVEC ORANGE POUR LE DEPLOIEMENT DE LA FIBRE

Monsieur le Maire soumet au Conseil le projet de convention proposé par la Direction Nord Orange, qui associe l'Etat, la région, les départements, les EPCI et villes concernées, et formalise les engagements des opérateurs investisseurs et des collectivités conformément au Plan France Très Haut Débit. Chaque collectivité conserve l'opportunité d'y inscrire sa stratégie en matière d'aménagement numérique territoire, la possibilité d'y faire figurer la liste de ses communes ou zones infra-communales auxquelles elle souhaite qu'une priorisation soit réalisée, la capacité d'organiser à son échelle des réunions de suivi sur la base des échéances inscrites dans cette convention.

Le Conseil, après en avoir délibéré,

- Accepte les termes de la convention de programmation et de suivi des déploiements
- Définit sa stratégie en matière d'aménagement numérique : Couverture de la totalité du territoire pour le 31 décembre 2020
- Autorise Monsieur le Maire à signer cette convention

N°03/18/2017

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UNE SALLE COMMUNALE

Monsieur le Maire soumet au Conseil le projet de convention pour la mise à disposition des locaux anciennement occupés par la bibliothèque, au profit des Restos du Cœur, jusqu'à présent installés dans l'ancien presbytère. Les consommables (eau, gaz, électricité, téléphone) restent à la charge de l'association. Donne lecture du document et sollicite l'avis du conseil sur le sujet.

Le Conseil, après en avoir délibéré,

- Accepte les termes de la convention annexée à la présente délibération et autoris
- Monsieur le Maire à signer le document

N°03/19/2017

INDEMNITES DES ELUS EN APPLICATION DU DECRET N°2017-85 DU 26 JANVIER 2017

Par délibérations des 23 avril 2015 et 30 mars 2016, le conseil municipal avait fixé les indemnités des élus comme suit :

- 36,40 % de l'indice brut 1015 pour le Maire
- 16,5 % de l'indice brut 1015 pour les trois premiers adjoints : Patrick Lescornez, Patrick Pierru, Christine Camus
- 6,6 % de l'indice brut 1015 pour le quatrième et le cinquième adjoint : Christian Dejonghe, Carole Abi-Aad
- 9.9 % de l'indice brut 1015 pour le sixième adjoint : Anne-Marie Dedryver
- 6,6 % de l'indice brut 1015 pour les cinq conseillers municipaux titulaires d'une délégation : Jean-Pierre Szelong, Stéphanie Haudiquet, Olivier Meens, Jean-Pierre Lefebvre, Didier Haussin.

Vu le décret n° 2017-85 du 26 janvier 2017, les indemnités des élus ne sont plus calculées en référence à l'indice 1015, mais en référence à l'indice brut terminal de la fonction publique.

Monsieur le Maire propose donc au Conseil municipal de fixer les indemnités compter

du 1^{er} avril 2017, telles qu'indiquées ci-après :

- 36,40 % de l'indice brut terminal de la fonction publique pour le Maire
- 16,5 % de l'indice brut terminal de la fonction publique pour les trois premiers adjoints : Patrick Lescornez, Patrick Pierru, Christine Camus
- 6,6 % de l'indice brut terminal de la fonction publique pour le quatrième et le cinquième adjoint : Christian Dejonghe, Carole Abi-Aad
- 9.9 % de l'indice brut terminal de la fonction publique pour le sixième adjoint : Anne-Marie Dedryver
- 6,6 % de l'indice brut terminal de la fonction publique pour les cinq conseillers municipaux titulaires d'une délégation : Jean-Pierre Szelong, Stéphanie Haudiquet, Olivier Meens, Jean-Pierre Lefebvre, Didier Haussin.

Le Conseil, après en avoir délibéré,

- Accepte de fixer les indemnités de fonction telles que présentées à compter du 1^{er} avril 2017.

QUESTIONS DIVERSES

Monsieur le Maire informe le Conseil de l'arrivée du CLIC géré par l'APAHM dans les locaux de la Résidence des Moulins à Hoymille. Pour rappel, ce service est destiné aux personnes âgées de plus de 60 ans et leurs familles, il a pour vocation d'accueillir, d'informer et d'orienter les interventions dans le cadre d'un maintien à domicile. L'APAHM gère également d'autres services tels que SILL'AGE et INTERM'AIDE (Socx), et la MAISON D'ALOIS (Bergues).

La marche vers Saint Jacques de Compostelle entre Hondschoote et Saint Omer passera par Hoymille le 23 juillet 2017 dans la matinée.

Christine CAMUS rappelle l'organisation du parcours du cœur ce dimanche 2 avril, et demande quand seront envoyées les nouvelles cartes électorales.

Monsieur le Maire indique qu'elles ont été prises en charge par la poste la semaine dernière, et que la distribution est en cours.

La brocante annuelle communale sera organisée le 10 septembre 2017, avec un parcours limité à la rue du Zyckelin, le parking du Coq de Paille, ainsi que les parkings des salles Thirionet, de l'espace Zyckelin, et de la mairie.

Anne-Marie DEDRYVER explique qu'une réflexion est en cours afin de trouver une solution permettant de réduire l'attente des parents lors des inscriptions à l'ALSH. Elle propose la mise à disposition préalable des dossiers à remplir, par téléchargement ou sous format papier, qui seront à déposer en mairie contre récépissé aux dates prévues d'inscriptions. Les **dossiers complets uniquement** seront traités par ordre d'arrivée, et déclencheront l'envoi des factures aux familles à régler avant une date butoir. Les inscriptions ne seront validées qu'après réception des paiements dans les conditions précisées.

David SCHORPION demande si une solution a été trouvée pour l'augmentation de la capacité d'accueil pour les pré-ados.

Anne-Marie DEDRYVER précise que c'est la première fois depuis de nombreuses années que des inscriptions sont refusées à ces activités (session d'avril). Les prochaines ayant lieu en mai pour les sessions de juillet et août, il sera encore temps d'y réfléchir si la situation se renouvelle.

Jean-Pierre LEFEBVRE indique que la liaison piétonne entre la rue des Pivoines et la rue des Magnolias n'a pas été aménagée, et que les WC publics du Parc des Pommiers sont constamment fermés. Par ailleurs il signale la présence de « tas de mégots » au terrain de football synthétique malgré l'interdiction de fumer. Il demande si le démontage de la cabine téléphonique située à la salle du Reuze peut être effectué.

Monsieur le Maire rappelle que les travaux de la liaison piétonne relèvent de ceux à terminer par Foncifrance dans le cadre de l'aménagement du lotissement avant la rétrocession à la commune des voiries et espaces verts.

Patrick LESCORNEZ fera le point sur l'ouverture des WC avec les services techniques, notamment suite aux horaires fixés selon les périodes. Une demande d'enlèvement de la cabine téléphonique sera faite auprès des services d'Orange.

Didier HAUSSIN questionne sur l'avancement de la demande de reprise du tapis synthétique, présentant des malfaçons à certains endroits.

Patrick LESCORNEZ indique qu'une réunion est prévue à ce sujet le 4 avril, et que les travaux nécessaires seront réalisés dès que les conditions climatiques nécessaires seront remplies.

Didier HAUSSIN informe du problème récurrent des ballons non restitués par le voisinage du terrain de football, et demande s'il y a eu des modifications de hauteur au niveau des pare-ballons. Il demande où en est le remplacement des radars pédagogiques.

Patrick LESCORNEZ précise que la hauteur des filets est conforme et estime que les footballeurs doivent être plus attentifs lorsqu'ils jouent, rien de plus ne peut être fait pour éviter la sortie des ballons. Les radars pédagogiques, ainsi qu'un panneau lumineux de traversée piétonne destiné à être posé à proximité de la poste sont en cours de commande.

Catherine GEERAERT demande des précisions sur le fait qu'il n'y a pas de noms dans le jardin du souvenir. Elle souhaite que les illuminations de Noël posées route d'Hondschoote à proximité du chêne vert soient uniformisées avec celles situées à l'entrée de ville, lorsqu'on vient de Bergues.

Elle relaie la demande de Stéphanie VAESKEN pour renouveler la rencontre du relais d'assistantes maternelles à l'espace Saint Gérard.

Elle félicite les services pour le fleurissement de printemps et demande si une inauguration de la bibliothèque est prévue suite à son déménagement.

Patrick LESCORNEZ rappelle qu'un effort d'investissement est réalisé chaque année pour les illuminations, progressivement, les modèles anciens sont remplacés. Une étude de prix sera lancée suite à cette réunion et le vote du budget, les choix pour 2017 ne sont pas encore faits. Il précise que seuls les axes principaux sont concernés par ces équipements.

Sur la question du jardin du souvenir, Monsieur le Maire indique qu'un équipement pouvant être un registre papier est obligatoire, mais pas nécessairement l'inscription des noms des défunts sur le site.

Il accepte la demande de Mme Vaesken dans la mesure des disponibilités de la salle. Il n'y a pas d'inauguration prévue pour la bibliothèque car il ne s'agit que d'un transfert.

Franck FIGOUREUX demande si la boulangerie va être reprise, et questionne sur le remplacement des médecins qui cessent leur activité à Hoymille.

Monsieur le Maire indique que la problématique est connue, mais qu'à ce jour aucune information n'a été communiquée sur ces sujets.